

Unité départementale des Hauts-de-Seine
167 - 177 avenue Joliot Curie,
92013 Nanterre

Nanterre, le 08 mars 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/02/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EDF

3 rue André Blondel
92230 GENNEVILLIERS

Références : inspection POI

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/02/2022 dans l'établissement EDF implanté 3 rue André Blondel 92230 GENNEVILLIERS . Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection était réalisé dans le cadre d'un exercice POI initialement prévu avec les pompiers, mais à cause de la crise sanitaire, ces derniers n'ont pu y participer.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDF
- 3 rue André Blondel 92230 GENNEVILLIERS
- Code AIOT dans GUN : 0006506282
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

L'installation est une centrale thermique de production d'électricité.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 57	/	Lettre de suite préfectorale
Mise à jour des numéro de téléphone dans le POI	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 61	/	Lettre de suite préfectorale
alarme	Code de l'environnement, article R512-29	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
POI	Arrêté Préfectoral du 04/10/2012, article 7.6.5.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans l'ensemble, le POI s'est correctement déroulé et le personnel a su s'adapter suites aux difficultés rencontrées (coordonnées téléphoniques notamment). Toutefois, l'exploitant veillera à mettre à jour son POI et à détenir un état des stocks à disposition des services de secours. Enfin, l'alarme devra être modifiée afin d'avoir une durée suffisante pour que l'évacuation du site se fasse correctement.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 57
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des combustibles et produits stockés auquel est annexé un plan général des stockages. Ces informations sont tenues à la disposition des services d'incendie et de secours ainsi que de l'inspection des installations classées et sont accessibles en toute circonstance.
Constats : Le DOI a demandé l'état des stocks. Il n'a pas été fourni suite à la fin de l'exercice, survenue rapidement. Lors du débriefing, l'exploitant ne semblait pas être en mesure de fournir cet état des stocks. L'exploitant doit être capable de fournir cet état des stocks au service de secours à tout moment.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Mise à jour des numéros de téléphone dans le POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 61
Thème(s) : Risques accidentels, téléphone
Prescription contrôlée : la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. (affichage obligatoire).
Constats : Le numéro de téléphone portable du gardien n'était pas à jour. . L'exploitant doit maintenir son POI à jour en particulier, il s'attachera à vérifier périodiquement que les numéros à contacter sont toujours valides. Pour information, la procédure pour la DRIEAT et la préfecture est : En cas d'exercice ou lors d'un accident, en ce qui concerne l'administration en charge de la thématique des installations classées, vous devez uniquement appeler la préfecture aux numéros suivants : Heures ouvrables (service interministériel de défense et de protection civiles - SIDPC) : Tel : 01 40 97 22 30 Fax : 01 40 97 22 58 Mail : pref-defense-protection-civile@hauts-de-seine.gouv.fr Hors heures ouvrables (demander au standard le SIDPC) : Tel : 01 40 97 20 00 Fax : 01 47 25 21 21 La DRIEAT (ex-DRIEE) n'a pas à être contactée directement au moment du déclenchement du POI. Pour mémoire, l'exploitant d'une installation est néanmoins tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/2012, article 7.6.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, mise à jour
Prescription contrôlée : Le plan d'opération interne définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant doit mettre en œuvre pour protéger le personnel, les populations et l'environnement, Il est mis à jour et testé à des intervalles n'excédant pas trois ans.
Constats : Conformément à son arrêté préfectoral, l'exploitant a testé la mise en œuvre de son POI. Pour rappel, le POI date de 2019. Il doit donc être mis à jour au plus tard en 2022. Au cours de cette mise à jour, l'exploitant pourra utilement se poser la question de la répartition des tâches entre la cellule à distance et le personnel sur place. L'objectif est double : permettre aux personnes sur place peu nombreuses d'être déchargées de certaines tâches mais éviter de perdre un temps précieux en ajoutant un intermédiaire qui n'est pas sur place.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : alarme

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 23/02/2022, article R512-29
Thème(s) : Risques accidentels, alarme
Prescription contrôlée : le plan d'opération interne définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant doit mettre en oeuvre pour protéger le personnel, les populations et l'environnement
Constats : Lors de l'exercice, l'alarme demandant le regroupement des personnes au point de rassemblement a été déclenchée. Le signal était très court (à peine quelques secondes) et s'est arrêté automatiquement. La durée de cette alarme ne permet pas à l'exploitant de s'assurer que tout le personnel du site ait entendu l'alarme ni compris qu'il était nécessaire d'évacuer le bâtiment. L'exploitant doit modifier cette alarme pour empêcher l'arrêt automatique de l'alarme tant que tout le personnel n'a pas été regroupé ou que la personne responsable n'a pas décidé que l'alarme n'était plus utile.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Annexe : déroulement de l'exercice

Heure	Actions
09:25	démarrage de l'exercice
09:30	Appel de la victime au CETCO La victime informe le CETCO qu'elle a maîtrisé le feu (convention exercice)
09:34	Prise en charge de la victime par une personne du site La personne constate que le feu n'est pas éteint et se propage (convention exercice)
09:38	Appel du gardien du site par le CETCO (cellule interne EDF délocalisée) : Problématique de connexion téléphonique, le CETCO n'entend pas le gardien. Le gardien rappelle le CETCO. : 1 personne blessée (brûlure) suite à un incendie sur le site.
09:41	Déclenchement alarme demandant le rassemblement Demande fermeture des vannes arrivé gaz (convention exercice : non réalisée) et vanne rejets (réalisée)
09:43	Rappel du CETCO => demande intervention des pompiers. Le feu qui semblait maîtrisé ne l'est pas.
09:44	Comptage des personnes présentes sur le site
09:47	Vérification sur site que la vanne rejets est bien fermée
09:49	Déploiement des moyens d'extinction disponibles près de l'incendie par l'équipe de 1ère intervention
09:50	La personne référente sur site passe en salle POI et cherche les informations dans le POI. L'astreinte est appelée.
09:56	Briefing des pompiers
09:57	Déclenchement du POI

10:06 Le feu est maîtrisé par les pompiers

10:11 fin d'exercice